

LA-CNRS-259 *Personnalisation et Changements Sociaux*

20

L'ENGAGEMENT COOPÉRATIF PRATIQUES ET ATTITUDES

G. LANNEAU

Professeur à L'Université de Toulouse-le-Mirail
Psychosociologie L.A. CNRS 259

*Le Fait Coopératif et Mutualiste (Actes du colloque, Limoges 1981).
Trames, Université de Limoges*

MOTS CLÉS

Attitude coopérative	Empirisme	Personnalisation
Entraide	Insatisfaction sociale	Rationalisme
Coopérative Utilisation Matériel Agricole	Interstructuration	Socialisation

RÉSUMÉ

C'est dans un contexte de désorganisation des activités économiques, techniques, sociales, relationnelles et culturelles que la coopération va se développer.

Dans un premier temps, les agriculteurs mettent en place des coopératives embryonnaires, groupes de voisinage et d'amitié dans le prolongement de l'entraide traditionnelle et essaient d'en reproduire les caractéristiques essentielles. Viennent ensuite des formes juridiquement définies.

L'analyse met en évidence deux grandes stratégies, Empirisme et Rationalisme. Alors que les empiristes ressentent d'une manière diffuse les pressions de l'environnement et, méconnaissant les mécanismes du marché et de l'économie inventent des pratiques pour résister à ces pressions, les rationalistes analysent ces mécanismes pour mieux les contrôler, et les utiliser à leur profit. Les empiristes adoptent un type de raisonnement proche de l'induction, les rationalistes ont, de par leur formation, accès au raisonnement de type déductif. Méthode globale chez les uns, méthode analytique chez les autres.

La micro coopération peut être considérée comme le relais par lequel s'effectue l'interstructuration des coopérateurs et des institutions coopératives, lieu privilégié de socialisation et de personnalisation

Pour écrire cette communication nous avons repris l'essentiel de l'argumentation de notre présentation de thèse " 16 - Pratiques et attitudes coopératives chez les agriculteurs". Plusieurs paragraphes y sont reproduits.

L'ENGAGEMENT COOPERATIF PRATIQUES ET ATTITUDES

G. LANNEAU

C'est une partie des conclusions d'une longue enquête effectuée auprès de 557 agriculteurs de la région Midi-Pyrénées de 1970 à 1972 que nous présentons ici¹.

Dans quelles circonstances socio-économiques les différentes formes de micro-coopération émergent-elles au niveau local ? Dans quelles perspectives y adhère-t-on ? Si chacun des membres donne un sens particulier à l'adhésion et à la participation, les pratiques quotidiennes contribuent à préciser et à réorganiser les projets individuels, à définir de nouvelles identités sociales et à déterminer de nouveaux modes d'engagements.

À partir des années 50 toute une série de changements affectent le milieu paysan et plus largement les sociétés rurales. Au cours de cette période, le tracteur devient le symbole du progrès, l'instrument absolument indispensable qu'il faut acquérir au besoin par l'emprunt pour éviter de se marginaliser. Le nouvel instrument se révèle dès le début plein de promesses. Jamais les paysans n'avaient connu un accroissement aussi subit et aussi important de la puissance et de l'énergie disponibles. Après une rapide période d'apprentissage, ils découvrent des possibilités hier encore insoupçonnées. Pour la première fois dans leur histoire, ils maîtrisent le temps et s'ils dépendent encore des conditions atmosphériques pour leurs productions, ils peuvent pleinement utiliser les journées propices aux travaux de la terre. Jamais les paysans n'avaient connu telle euphorie puisque, dès la première année, sans apprentissage systématique, sans tentative réfléchie de rationalisation, sans autre investissement que le tracteur et les outils portés ils effectuent en trois ou quatre fois moins de temps, autant de travail qu'avec la traction animale.

¹ Pratiques et Attitudes Coopératives chez les Agriculteurs. Leur structure leur genèse. Psycho-sociologie de la coopération agricole. Thèse d'Etat, Nanterre, 1980.

Euphorie de courte durée. Avec la machine, le paysan s'est engagé dans un nouveau mode de rationalité. Il faut s'équiper plus complètement pour travailler encore davantage. Les bénéfices doivent être réinvestis pour répondre aux exigences actuelles. Les avantages escomptés s'évanouissent, provoquant toute une série de déceptions, désillusions et insatisfactions. On avait cru maîtriser le temps, l'incertitude est plus forte que jamais ; on avait espéré améliorer facilement les conditions d'existence, on est contraint d'accroître considérablement la charge de travail pour y parvenir.

1) Un contexte socioéconomique désorganisé.

Cette désorganisation du système économique et des pratiques professionnelles génératrices de désillusions, conduit certains à l'abandon. L'exode s'intensifie. L'industrie en expansion à la recherche d'une main d'œuvre toujours plus abondante y trouve son compte, et doublement ; les survivants peuvent accroître la taille de leur exploitation, améliorer la rentabilité de leurs investissements et s'équiper encore davantage. Les petites communes rurales essentiellement agricoles se vident de leur population et la vie sociale est considérablement altérée. Dans de nombreuses régions la densité humaine atteint un seuil critique en deçà duquel les activités sociales sont compromises ; les valeurs qui fondaient les sociétés paysannes s'estompent et disparaissent ; les normes se dissolvent ; les codes tombent en désuétude, les règles se révèlent inefficaces. Les anciens modes de régulation sont incapables d'apporter des solutions satisfaisantes aux situations actuelles.

Cette désorganisation des institutions locales s'accompagne de toute une série de perturbation des relations avec l'environnement. Les échanges, qu'ils soient économiques, techniques, sociaux et plus largement l'ensemble des communications sont affectés dans leurs contenus, leurs structures et leurs modalités. Les émetteurs d'information, les relais et réseaux de communication sont incapables de répondre aux exigences nouvelles. Les collectivités locales ne peuvent plus satisfaire les besoins croissants d'information.

C'est dans ce contexte de désorganisation des activités économiques, techniques, sociales, relationnelles et culturelles que la coopération va se développer. Et dans la plupart des cas nous assisterons à une série de tentatives hésitantes, limitées, prudentes dans leurs ambitions, simplifiées dans leurs structures qui, dans certaines conditions, débouchent sur des organisations plus complexes et plus formalisées.

C'est dans ce contexte de désorganisation des activités professionnelles, d'insatisfactions, de perte de confiance et aussi de déstructuration sociale que vont se développer les pratiques coopératives au niveau local. Ce n'est pas la simple désorganisation des activités de production qui suscite la réponse coopérative mais aussi l'ensemble des conditions qui accompagnent cette désorganisation et surtout la destruction du tissu social. Puisqu'il est impossible de trouver le soutien social qu'accordait la collectivité locale à ses membres, les préservant des menaces qui s'adressaient à eux et atténuant les effets des agressions qu'ils pouvaient subir, en renforçant les liens de solidarité, on va essayer de reconstituer des réseaux d'alliances qui auront une fonction analogue. Certes, c'est pour bénéficier au moindre coût des instruments ou machines qu'ils ne pouvaient acquérir individuellement

que les agriculteurs mettent en place des groupes plus ou moins institutionnalisés ; mais en même temps ils se donnent la possibilité d'apprendre le bon usage de la machine en partageant les risques, d'en explorer ensemble les possibilités dans un climat sécurisant, de partir à la découverte des nouvelles exigences concernant la production tout en créant les conditions qui leur permettront de bénéficier du soutien social en cas d'échec.

Ce n'est ni sans conflits ni sans déchirements que les agriculteurs mettent en place ces groupements ou y adhèrent. Si les relations d'entraide étaient encouragées par la tradition et s'inscrivaient "tout naturellement" dans les pratiques quotidiennes, elles s'organisaient de manière à respecter scrupuleusement l'autonomie de chacun. Et c'est parce qu'elles étaient parfaitement codifiées sans que jamais on ait besoin de se référer à un règlement écrit pour trancher un différend que chacun y trouvait son compte. Si chacun pouvait à tout instant rompre cette entente tacite s'il s'estimait lésé, c'était un fait exceptionnel. Cette apparente souplesse en faisait sa force et chacun s'efforçait d'honorer scrupuleusement les termes de cette convention qui n'avait nulle trace dans nulle archive si ce n'est dans la mémoire collective. Les nouvelles formes de coopération qui succèdent à cette entraide traditionnelle essaient d'en reproduire les caractéristiques essentielles : l'apparente souplesse, l'absence de formalisation, la possibilité laissée à chacun de se retirer à n'importe quel moment. On comprend alors le succès de ces formes élémentaires de coopération telles que le prêt et la co-utilisation de matériel par exemple qui expriment bien le conflit des agriculteurs désireux de bénéficier des avantages du progrès mais aussi, soucieux de préserver leur autonomie et l'intégrité de leur territoire. Désir de disposer d'instruments de travail adaptés aux exigences nouvelles et crainte des conséquences de l'abandon des pratiques traditionnelles qui avaient apporté jusqu'alors une certaine sécurité.

Le plus souvent les agriculteurs mettent en place des coopératives embryonnaires, groupes de voisinage et d'amitié fondés sur les similitudes de situations, sans statut officiel, qui n'ont de compte à rendre à personne sinon à leurs membres, qui ne demandent aucune aide technique à quelque organisme que ce soit, qui ne sollicitent ni subvention, ni prêt, conservant et préservant ainsi leur autonomie par rapport à l'extérieur. Il n'en reste pas moins que la création de ces coopératives informelles, les moyens qu'elles mettent en œuvre et leur gestion contribuent à transformer les membres qui découvrent ensemble d'autres possibilités, éprouvent la nécessité de compléter leur équipement en achetant d'autres machines plus coûteuses. Mais pour cela il faut prendre de nouvelles précautions, il faut institutionnaliser le groupement. Le lourd investissement collectif ne peut être envisagé que si des règles formelles précises déterminent les engagements de chacun, les modalités des rapports entre les membres et si le groupement se donne les moyens de les faire respecter. C'est généralement après ces premiers apprentissages qui permettent d'évaluer les limites de la coopération informelle et de faire émerger de nouveaux besoins tout en montrant les conditions de leur satisfaction que les agriculteurs franchissent ensemble l'obstacle et constituent une organisation officiellement reconnue et aidée ; une Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole. Après de nombreuses hésitations, c'est le prudent passage de la règle tacitement reconnue à la règle officiellement proclamée et déclarée, aux statuts légalement déposés qui lient les membres dans la poursuite de leur objectif et qui pour minimiser les risques de chacun définissent les modalités de leur interdépendance. Ces

hésitations et ce mode prudent de progression traduisent bien la situation conflictuelle de ceux qui y ont recours et c'est là une autre composante de cette situation.

On peut alors définir la coopération comme une réponse socialement projetée, construite et organisée, dans un contexte conflictuel, à une série de désorganisations de conduites éprouvées.

Notre objectif consiste alors à montrer comment une pratique qui se manifeste en réponse à une insatisfaction sociale contribue à transformer aussi bien l'environnement que les caractéristiques de ceux qui l'utilisent créant ainsi les conditions de sa transformation et l'émergence d'un nouveau sens. Ce qu'il convient d'examiner c'est la nature et la genèse du projet coopératif tel qu'il se manifeste dans les organisations coopératives, dans les pratiques de leurs membres et dans leurs représentations. Ce qu'il convient d'analyser c'est l'activité structurante des coopérateurs qui prennent des décisions non seulement en fonction des déterminants socioéconomiques mais des significations qu'ils leur donnent.

C'est lorsqu'il y a exacerbation de la lutte pour la vie lorsque les règles du jeu économique et social sont perturbées et fonctionnent au profit de certains avec lesquels ils étaient dans des rapports d'interdépendance que les agriculteurs constituent des groupements coopératifs. La transformation des règles à leur désavantage les amènent à effectuer des comparaisons sociales génératrices d'insatisfaction et de projets se proposant de réorganiser le jeu économique et social pour passer de l'état de sujets dominés à celui de partenaires et d'acteurs reconnus.

La petite coopérative dont l'organisation, la gestion et le fonctionnement sont entièrement transparents pour l'ensemble des membres est un lieu privilégié pour le recueil d'informations originales sur autrui, l'environnement social et le contexte économique. C'est aussi un lieu d'apprentissage social où les agriculteurs inventent, expérimentent ou adaptent de nouveaux types d'organisation, de relations, de techniques. C'est enfin, le lieu où les agriculteurs prennent conscience du pouvoir de négociation du groupe qu'ils constituent sur les instances administratives, professionnelles, politiques et économiques perçues jusqu'alors comme inaccessibles et inébranlables. La découverte et l'utilisation de ce nouveau pouvoir transforme, les coopérateurs qui, de sujets soumis, passifs, persuadés de l'inefficacité de toute participation deviennent des agents de la transformation de leur milieu. La micro-coopération peut être alors considérée comme le relais par lequel s'effectue l'intestruation des coopérateurs et des institutions coopératives. Lieu privilégié de socialisation et de personnalisation puisque au cours des discussions et des confrontations, au moment des hésitations, des choix et des décisions chacun est amené à clarifier ses propres positions, à évaluer l'ensemble des possible à partir de tout un système de références et de normes construit, mais aussi en voie de construction dans le groupe.

2) La coopération, réponse à une insatisfaction sociale.

C'est dans des projets spécifiques, dans des stratégies personnelles que les agriculteurs inscrivent leurs pratiques coopératives. Nous pouvons observer quatre types de démarche pouvant être nettement distinguées par la visée et l'intensité de renforcement de ceux qui y ont recours.

- Ceux qui, dans l'incapacité de se donner les moyens d'améliorer leur situation se voient condamnés à disparaître à plus ou moins brève échéance et adhèrent à un groupement coopératif sans grande illusion en sachant déjà que ce n'est pour eux qu'un sursis.
- Ceux qui vont utiliser les différentes formes d'organisations coopératives dans une visée strictement fonctionnelle : tirer parti des réseaux de vente et d'approvisionnement, bénéficier de l'assistance technique des spécialistes, avoir accès à l'usage de machines et instruments tout en rentabilisant au maximum les investissements. Dans ce cas la coopération est un instrument de travail au même titre que les autres, instrument que l'on s'efforce constamment d'améliorer, de mettre au point de manière à en faire un prolongement presque naturel de l'exploitation, toujours mieux adapté à la diversité des situations. Instrument que l'on peut abandonner lorsqu'il n'est plus jugé efficient, ou que l'on peut utiliser conjointement ou concurremment à d'autres, même s'ils répondent à des logiques totalement différentes.
- Ceux qui, au contraire, vont rechercher dans le groupement non pas un moyen d'accroître leur efficacité économique et d'accumuler du capital pour le réinvestir dans de nouvelles entreprises mais au contraire la présence des autres, leur écoute, la chaleur humaine, la compréhension mutuelle. Mode de vie communautaire où prédomine la fusion plutôt que la différenciation et encore moins la spécialisation. Groupe d'affinités où le travail constitue non une fin mais un moyen qui en tant que tel doit être maîtrisé et réduit à sa stricte fonction. Groupe de vie que l'on se propose de faire fonctionner à l'image idéale d'une société conviviale. Communauté au sein de laquelle chacun pourra se révéler ou retrouver un sens à la vie puisqu'il pourra se révéler à lui-même comme aux autres.
- Ceux qui, enfin, voient dans les pratiques coopératives le moyen de concilier leurs activités de producteur, leurs aspirations de citoyen et celles de militant. La coopérative devient le lieu d'échange et de confrontation des idées, des expériences et des espérances. Le lieu d'émergence, d'élaboration, de discussion, de mise à l'épreuve dans un environnement protecteur capable de dédramatiser l'échec, d'en permettre l'analyse objective et de stimuler jusqu'à la réussite.

Les caractéristiques de cette typologie renforcent l'interprétation que nous annonçons plus haut : les conduites coopératives constituent des réponses à des situations vécues de manière conflictuelle par des acteurs sociaux qui essaient de redonner un sens à leurs activités perturbées.

3) La Coopération, réponse à une situation conflictuelle.

Dans la plupart des cas, l'adhésion à une association coopérative s'inscrit dans un conflit entre deux objectifs : préserver l'autonomie de l'exploitant agricole et cependant, pouvoir utiliser des instruments qu'il est incapable d'acquérir seul. Ce conflit peut se lire dans révolution des différentes formules coopératives successivement expérimentées par un groupe d'agriculteurs aussi bien que dans l'analyse des conduites et des attitudes.

Nous avons vu que les associations coopératives légalement constituées apparaissent après une série de tentatives permettant de bénéficier des avantages du groupement tout en minimisant la dépendance à son égard. Prêt de matériel, co-utilisation, achat en copropriété sont successivement utilisés dans l'espoir de bénéficier d'une gamme diversifiée d'instruments tout en conservant le maximum d'autonomie par rapport aux partenaires. Chaque tentative est une réponse qui permet à la fois de réduire partiellement les tensions, de parvenir à un équilibre provisoire et d'accéder à une nouvelle position à partir de laquelle on pourra mesurer ses propres forces dans le contexte nouvellement créé. À partir de cette récente expérience, l'acteur social est en mesure de dresser un bilan, d'effectuer une autre lecture de la situation, de procéder à une analyse sociale prenant en considération dans une visée totalisante, son passé et les acquis réalisés, d'éprouver une insatisfaction naissante et, pour la réduire, de restructurer le projet initial après avoir élargi le champ du possible.

Dans ces pratiques coopératives, les agriculteurs font l'apprentissage des conduites techniques et sociales qui les amènent à définir et intérioriser des habitudes, des valeurs et des normes originales qui deviennent caractéristiques de la nouvelle société en voie de construction. Discuter avec ses partenaires pour décider de l'achat, de l'entretien et de l'utilisation d'un instrument, permet à chacun de prendre conscience de sa dimension sociale et de la nécessité d'être attentif au point de vue d'autrui pour, en retour, bénéficier de la même écoute. Dans la pratique quotidienne de ces relations sociales ce sont les nouvelles formes d'organisation du travail qui sont mises à l'épreuve tout comme la capacité d'autrui à agir conjointement avec soi ; mais c'est aussi soi-même que l'on teste pour apprécier les possibilités d'engagement dans d'autres pratiques plus exigeantes. C'est ainsi que, progressivement l'attitude coopérative se précise et se construit tout au long d'une série de tâtonnements, avec des périodes de succès et d'échecs, des phases de satisfaction, d'hésitation et de crainte, avec des moments de progression et de régression. Nous avons pu déceler deux grandes stratégies qui rendent compte de l'engagement dans les pratiques coopératives.

4) Emergence de nouvelles identités sociales.

Ces apprentissages s'effectuent dans des conditions et des environnements spécifiques et, si l'analyse met en évidence deux grandes stratégies, Empirisme et Rationalisme, c'est en fait une grande diversité de pratiques que l'on observe. Diversité qui exprime bien la souplesse des conduites techniques et sociales. Chacun, en fonction des stimulations économiques, sociales, des caractéristiques de son exploitation, de ses possibilités financières, des expériences techniques, et du voisinage va élaborer une stratégie qui, au premier abord, paraît traduire une rupture totale avec le passé. En fait l'analyse permet de penser que ce sont les forces culturelles survivantes qui organisent le changement en essayant de le contrôler.

Première stratégie, l'empirisme. C'est dans l'urgence de la situation que les empiristes prennent la décision la moins coûteuse, celle qui paraît préserver au maximum leur autonomie. Stratégie de réponses au coup par coup. Sous la pression de l'environnement ils mettent en place de nouvelles solutions, partielles et successives répondant strictement aux besoins qui se manifestent, solutions qui semblent avoir pour fonction de retarder au maximum un engagement personnel

plus important dans les pratiques coopératives et une rupture totale et définitive avec l'ancien mode de vie familial et sécurisant... Mais aussi souplesse des conduites et capacité d'adaptation aux changements ; le recours à cette stratégie permet de contrôler de manière originale et au moins en partie, les forces qui désorganisent les anciens modes de régulation sociale.

À cet empirisme caractérisé par l'organisation et la restructuration des pratiques coopératives au fur et à mesure que la situation évolue et que les expériences se précisent, s'opposent des conduites caractérisées par le détour. Ce n'est plus l'état d'urgence qui va précipiter la décision, ce n'est plus l'environnement immédiat que l'on va solliciter ou sur lequel on va s'appuyer pour en obtenir le soutien, c'est sur la rationalité économique que l'on va se fonder pour organiser un projet réaliste qui aura les plus grandes chances de succès. Ces agriculteurs s'engagent dans des pratiques coopératives après avoir soigneusement analysé l'ensemble des contraintes et apprécié objectivement les divers avantages.

Il semble que nous soyons là en présence de deux modes de relation à l'environnement. Les rationalistes chercheraient directement leurs modèles de références dans la société industrielle avec le projet de transformer fondamentalement leur propre milieu alors que les empiristes, opposant une prudente résistance emprunteraient instruments et techniques nouvellement proposés mais en les dépouillant, au moins en partie et temporairement, de l'esprit qui les anime. C'est la référence à la société globale et aux modalités de son intervention qui permettent de donner une signification au rationalisme et à l'empirisme. Alors que les empiristes ressentent d'une manière diffuse les pressions de l'environnement et, méconnaissant les mécanismes du marché et de l'économie inventent des pratiques pour résister à ces pressions, les rationalistes analysent ces mécanismes pour mieux les contrôler, les maîtriser et les utiliser à leur profit.

Deux démarches opposées, apparemment contradictoires et exclusives, mais qui ne le sont pas par nature puisque la grande majorité des agriculteurs a recours à des pratiques originales beaucoup plus souples mettant en œuvre des méthodes mixtes empruntant de manière spécifique les caractéristiques des deux dimensions. Méthodes mixtes utilisant à la fois les informations en provenance de la société globale et de la collectivité locale, prenant appui à la fois sur l'une et sur l'autre, combinant l'observation directe, la preuve immédiate et la conduite de détour. Démarche très souple permettant à chacun d'utiliser les canaux d'information en fonction de son passé, de sa situation actuelle et des possibilités locales. Démarche dans laquelle chacun peut se reconnaître, ce qui évite les frais de rupture avec le cadre social d'origine pour s'engager dans le changement. Éclectisme qui exprime bien le refus d'enfermer les pratiques dans des principes définitifs.. à moins que seule ne compte l'exigence fondamentale, le principe des principes, obtenir de la terre de quoi subvenir aux besoins en expansion de la famille même s'il faut pour cela rompre apparemment avec la tradition.

Empirisme et rationalisme s'expriment également dans l'ensemble des autres secteurs de la vie sociale et professionnelle, mais c'est surtout dans les pratiques de commercialisation et les modalités de recueil et du traitement de l'information que les relations avec le traditionalisme et le modernisme y sont le plus nettement affirmées. Nous ne présenterons que très rapidement les conclusions générales de nos analyses. Elles nous permettent de reformuler les caractéristiques des modes de relations à l'environnement et elles font apparaître plus nettement encore la

spécificité des deux modes de pensée, des deux identités sociales qui sont utilisés comme systèmes de références non contradictoires pour une grande majorité d'agriculteurs. L'observation directe de la preuve sur le terrain est absolument indispensable aux empiristes pour juger une tentative, alors que les autres, habitués à la démarche expérimentale, au raisonnement, familiarisés avec le langage des techniciens qu'ils savent décoder, acceptent les explications d'un conférencier ou les écrits d'un spécialiste quittes ensuite à compléter sur le terrain leurs informations pour les rendre opérationnelles. Alors que les empiristes adoptent un type de raisonnement proche de l'induction, les rationalistes ont, de par leur formation, accès au raisonnement de type déductif. Nous serions en présence de deux modes de pensée fondés sur une double opposition. Alors que les rationalistes recherchent un soutien social hors de la collectivité locale avant de s'engager dans une innovation c'est en son sein que les empiristes le trouvent. Alors que le recours à la preuve concrète a une fonction de stimulation pour la recherche d'information complémentaires chez les empiristes, il constitue le dernier moment de la démarche, celui de la totalisation, chez les rationalistes qui s'y réfèrent pour maîtriser l'ensemble des facteurs avant le passage à l'acte, avant la réalisation effective. Méthode globale chez les uns, méthode analytique chez les autres. Nous retrouvons ici les deux modes d'organisation sociale et de pensée caractérisant le moment semi-autarcique et celui de l'économie de marché : le syncrétisme et la différenciation. Deux démarches opposées, apparemment contradictoires et exclusives mais qui ne le sont pas pour la population puisque la grande majorité des agriculteurs a recours à des pratiques beaucoup plus souples mettant en œuvre des méthodes mixtes empruntant de manière spécifique les caractéristiques des deux dimensions. Ce sont là, à la fois des modalités d'expression de la personnalité et des processus de personnalisation. Nous allons voir comment, dans les pratiques quotidiennes, dans la confrontation à la réalité, se construit l'attitude coopérative.

5) Genèse de l'attitude coopérative.

C'est dans la polyculture que les activités des agriculteurs ont été désorganisées plus que partout ailleurs, du moins dans le domaine de la production, alors que dans la céréaliculture les activités des agriculteurs avaient été désorganisées au niveau de la commercialisation. Nous pouvons alors comprendre les modes de développement spécifiques de commercialisation dans les zones de monoculture, (au début du siècle dans les régions viticoles touchées par la crise, au cours des années 30 pour les coopératives de stockage et de commercialisation des céréales), micro-coopération dans les activités de polyculture, exigeant une grande diversité des tâches et des équipements, grandes consommatrices de temps. Mais, si c'est là un terrain favorable au développement de la coopération, encore faut-il qu'il soit fécondé. Il est des zones riches en canaux de communication, où circulent des informations favorisant la comparaison sociale et la diffusion des idées nouvelles. C'est dans ces zones où les stimulations sont à la fois denses et intenses que les agriculteurs empruntent ou inventent des pratiques coopératives qu'ils adaptent progressivement à leur situation pour accroître leur capacité de travail. Par contre il en est d'autres où les stimulations parviennent considérablement atténuées, affaiblies, appauvries, où les comparaisons, lorsqu'elles s'effectuent, n'engendrent nulle tension, les différences faisant partie de l'ordre naturel des choses. La désor-

ganisation des activités conduit à l'apathie et à l'abandon lorsqu'on ne ressent pas dans l'environnement social ou professionnel le soutien et les encouragements laissant espérer la possibilité de rétablir une situation compromise. C'est lorsque la situation offre la possibilité d'élaborer un projet de transformation que les pratiques coopératives sont perçues comme des solutions possibles.

Trois ensembles de facteurs permettent alors de rendre compte du développement de la micro-coopération ; le degré de désorganisation des activités professionnelles, l'importance des stimulations, informations et incitations, et enfin le sens que ces stimulations prennent dans le milieu d'accueil et chez les producteurs qui sont susceptibles de les utiliser.

Pour illustrer ce dernier point et sans entrer dans le détail, l'analyse des faits permet de mettre en évidence que ce sont les agriculteurs ayant bénéficié d'une formation professionnelle hors de la collectivité locale et disposant d'informations multiples et diversifiées qui, plus intensément et plus fréquemment que les autres s'engagent dans des pratiques coopératives. La formation professionnelle agit certes en fonction des contenus qu'elle propose mais aussi et surtout en fonction de son contexte implicite, en fonction de l'idéologie qu'elle propage et qui permet de donner sens, signification sociale au contenu objectif. Ce qui permet de rendre compte des différences observées c'est l'accès à un autre type de rationalité avec comme conséquence l'émergence d'une nouvelle identité sociale. Ce qui paraît fondamental et déterminant c'est la rupture au moins symbolique et momentanée avec le milieu social d'origine et sa culture, l'ouverture à d'autres modes de pensée, la découverte de nouveaux possibles. Mais on ne peut comprendre les effets de cette nouvelle identité sociale et sa diffusion que si l'on prend en considération les modalités de sa genèse. Si elle se construit sur la base de principes et d'éléments étrangers à la culture locale c'est aussi avec l'assentiment, la complicité et l'encouragement d'au moins une partie des membres de la collectivité d'origine.

Et c'est bien cette ambiguïté et cette complicité qui sont les gages de son succès. Bénéficiant d'un double soutien social, celui de l'extérieur et celui de l'intérieur, les novateurs peuvent alors s'engager dans le changement, sans commettre un acte sacrilège et entraîner avec eux dans la voie coopérative les hésitants dont ils cautionnent à leur tour la déviance. On voit bien alors, que dans un tel contexte la formation professionnelle réintroduite dans le milieu d'origine ne constitue pas une rupture radicale avec le passé puisque la coopérative locale donne la possibilité d'en prolonger certains aspects en permettant tout un jeu de réinterprétations. Et c'est bien cette médiation par les pratiques coopératives qui permet à une société menacée dans ses conditions d'existence de s'adapter à une série de changements imposés de l'extérieur en les maîtrisant.

Sans vouloir minimiser l'aspect économique de la coopération nous voyons bien que la composante sociale et humaine de la coopération est essentielle pour en comprendre le développement. Avec les nouvelles techniques les novateurs introduisent de nouveaux styles de rapports sociaux et définissent avec leurs partenaires de nouvelles règles explicites ou implicites déterminant non seulement le mode d'appropriation des instruments de travail mais aussi les relations interpersonnelles et le mode de fonctionnement social.

Les agriculteurs qui entretiennent avec leurs semblables des relations sociales d'un nouveau type, qui définissent avec eux des activités communes, qui acceptent de prendre en collégialité des décisions, engageant l'avenir de chacun, se situent

de manière originale dans leur environnement qu'ils contribuent à transformer, créant ainsi les conditions de leurs propres transformations. Elaborer des projets dans un groupe, définir des stratégies, évaluer des risques, s'engager dans une voie incertaine et pour cela écouter les autres, faire effort pour se faire comprendre, amène à préciser ou à réviser l'image que l'on se fait de ses partenaires, à prendre conscience des réactions que l'on provoque chez eux. S'il veut rester un membre du groupe écouté le coopérateur doit apprendre à mesurer et à contrôler ses propres conduites. C'est toute une dimension sociale qui est ainsi quotidiennement cultivée dans les pratiques coopératives. Cependant, si elles affectent la personne c'est de façon différentielle, en fonction du projet qui les organise et leur donne un sens. Dans un environnement stimulant, qui favorise les contacts, les échanges, les discussions, qui valorise et encourage les pratiques coopératives, chacun s'y engage avec le minimum de réticences et renforce les liens qui les unissent aux autres. C'est lorsqu'elles s'intègrent parfaitement dans la stratégie de l'agriculteur, lorsqu'il voit en elles le moyen pertinent lui permettant de réaliser les objectifs qu'il s'est fixés, lorsqu'elles lui donnent la possibilité de se situer avantageusement dans le présent et d'envisager l'avenir avec sérénité et espoir, lorsqu'elles sont perçues comme permettant de maîtriser les activités jusqu'alors désorganisées par des forces extérieures sur lesquelles il n'avait individuellement aucune prise qu'il renforce ses convictions de coopérateur et développe la dimension sociale de sa personne. Son expérience l'a persuadé de l'efficacité de l'action commune et il a pu vérifier que l'interdépendance loin de porter atteinte à son autonomie contribuait à en élargir le champ.

6) Un ambitieux projet.

Au cours de cette activité de recherche collective et de mise en place de nouvelles pratiques dans lesquelles les agriculteurs s'engagent prudemment ils découvrent les possibilités des instruments et machines mis au point pour accroître la productivité, s'initient au nouveau mode de rationalité, expérimentent de nouvelles relations avec leurs associés, apprennent à intervenir plus efficacement auprès de leurs partenaires sociaux. En créant et en multipliant dans leur diversité des groupes locaux de micro-coopération les agriculteurs menacés se donnent les moyens leur permettant de maîtriser toute une série de changements affectant la société dans son ensemble et qu'ils ne veulent pas subir passivement. Maîtriser certes les instruments de travail, les techniques, la production mais aussi les modalités de la relation avec leurs associés, les autres membres de la collectivité locale, l'environnement immédiat, les institutions et les autres acteurs sociaux. Ils peuvent alors accéder à une conscience plus claire de la place qu'ils occupent et de celle qu'ils veulent occuper dans l'ensemble du processus de production et dans la société et, remodelant avec les autres leur milieu et les règles qui l'organisent, modifiant leurs conditions d'existence, ils prennent la responsabilité de leurs propres transformations... Et l'on pourrait voir là l'émergence d'un ambitieux projet visant à maîtriser les conditions de l'interstructuration des individus et des institutions pour accéder au statut d'acteur social.